

# LOGIPIERRE 1

Société Civile de Placement Immobilier à capital fixe  
pouvant procéder à une offre au public de ses parts sociales

Au capital de 52 505 000 €  
314 369 018 RCS Nanterre

*Visa de l'Autorité des marchés financiers n° 10-30 du 14 septembre 2010 portant sur la note d'information*

---

## **Assemblée Générale Mixte du 11 juin 2014**

---

### **Exercice 2013**

Siège social : 41 rue du Capitaine Guynemer - 92400 COURBEVOIE  
Bureaux et correspondance : 41 avenue Gambetta - 92928 LA DEFENSE CEDEX  
Tél. 01 49 07 86 80 - Fax 01 49 97 56 66

### *Société de gestion*

FIDUCIAL Gérance

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 20 360 000 €

Siège social : 41 rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex

612 011 668 RCS Nanterre - Agrément AMF n° GP-08000009 du 27 mai 2008

Tél. 01 49 07 86 80 - e-mail : gestion.associes.spci@fiducial.fr - Site Internet : www.fiducial-gerance.fr

#### **Directoire**

Patrick LENOEL, Président du Directoire

Michèle SEPHONS, Directeur Général et membre du Directoire

#### **Conseil de Surveillance**

Bertrand COTE, Président

Yves SKRABACZ, Vice-Président

Hubert JACOLIN

FIDUCIAL REAL ESTATE SA

### *Conseil de surveillance*

AVIVA-VIE, représentée par Joëlle CHAUVIN, Président

Gérard ADDA

Antoine de LACHEISSERIE

Jean-Pierre OEUVRARD

Hervé PENE

Jean-Marie PICHARD

Albert SCHMITT

ACM-VIE, représentée par Olivier CHARDONNET

AVENIR IMMOBILIER, représentée par Jacqueline LEBRUN

VALORIM PARTICIPATIONS, représentée par Edith BOISSERON

### *Commissaire aux comptes*

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT (titulaire)

63 rue de Villiers - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Lionel LEPETIT

Anik CHAUMARTIN (suppléant)

### *Expert immobilier*

EXPERTISES GALTIER

92 bis, rue Edouard Vaillant - 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex

## Sommaire

AVANT-PROPOS .....	PAGE 4
RAPPORT DE LA SOCIETE DE GESTION .....	PAGE 6
DIRECTIVE A I F M .....	PAGE 9
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE .....	PAGE 13
TABLEAUX COMPLETANT LE RAPPORT DE LA SOCIETE DE GESTION .....	PAGE 14
PATRIMOINE IMMOBILIER AU 31 DECEMBRE 2013 .....	PAGE 17
PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS .....	PAGE 19
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS .....	PAGE 24
RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES .....	PAGE 30
TEXTE DES RESOLUTIONS .....	PAGE 33
RAPPEL DES CHIFFRES SIGNIFICATIFS .....	PAGE 40

### LES SCPI EN 2013

L'année 2013 aura été pour les SCPI en général une bonne année dans la ligne des années précédentes : collecte élevée (2,5 Milliards d'euros), taux de distribution de dividendes à peine inférieur à celui de 2012 (5,13%), revalorisation modérée des prix de parts. Certaines SCPI ont sans doute des résultats plus contrastés, mais, sauf exception, ce sont des SCPI qui n'avaient pas encore « connu » la crise.

Les SCPI paraissent cependant à la croisée des chemins : un succès auprès des épargnants qui ne se dément pas, mais aussi un sous-jacent, l'immobilier, dont le marché offre de moins en moins d'opportunités incontestables, en terme de taux de rendement et de niveau de loyer, et ce, en raison de la concurrence entre acheteurs, face à une offre de produits de qualité somme toute limitée. Dans le même temps, la demande de m<sup>2</sup> à louer, qui émane des entreprises qui versent des loyers à vos SCPI, est toujours perturbée par la persistance de la crise économique. En témoignent, la persistance des défaillances d'entreprises et, dans vos comptes, un niveau de contentieux locatif qui pèse trop sur les résultats. Cette dualité rendent plus complexes les stratégies d'évolution de vos SCPI.

Faut-il suivre le mouvement général, quelque peu moutonnier, consistant à « surfer » sur la demande d'épargne immobilière et alimenter ainsi la hausse des valeurs immobilières ? Faut-il se concentrer sur la modernisation des patrimoines existants, les renouveler, tout en augmentant progressivement la taille des véhicules, au rythme des capacités du marché immobilier ?

Votre société de gestion a très clairement opté pour cette seconde voie, en contenant la croissance de la collecte nouvelle et en se concentrant sur l'optimisation durable de la performance des véhicules.

Cette stratégie porte déjà ses fruits, si l'on en juge par la position flatteuse obtenue dans les benchmarks de la plupart des SCPI gérées par FIDUCIAL Gérance. Cette supériorité va nécessairement se renforcer dans les prochaines années, compte tenu du choix de croissance maîtrisée qui permet le mieux de préserver la stabilité des revenus de vos SCPI.

L'engouement réaffirmé en faveur des SCPI n'est pas usurpé : les SCPI ont fait la preuve de leur résilience et de leur capacité à offrir des performances élevées et pérennes.

La modernisation du régime des SCPI qui accompagne la transposition en droit français de la directive AIFM (Alternative Investment Fund Managers) doit être utilisée au mieux. D'un côté, elle renforce la sécurité du placement SCPI pour les épargnants (régulation renforcée sur la société de gestion, arrivée d'un dépositaire,...), de l'autre, elle lui donne la capacité de se développer et de se renouveler en s'appuyant sur des règles de gestion et d'investissement plus souples.

Plus de liberté donc, et plus de responsabilité, ce sont, sans nul doute, les meilleurs gages du développement des SCPI.

### LE MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT

Malgré un environnement économique toujours difficile, le marché de l'investissement d'entreprise en France est resté particulièrement dynamique en 2013 avec 17,9 milliards d'euros d'engagements placés en immobilier d'entreprise (en hausse de plus de 0,6% par rapport à 2012).

Les bureaux continuent d'être la cible privilégiée des investisseurs (62% des montants investis). 72% des acquisitions de l'année, ont été faites en Ile-de-France. Il reste le marché privilégié des investisseurs.

Les commerces occupent la 2<sup>ème</sup> position des investissements avec 18% des volumes placés. Ceux-ci continuent de bénéficier de réputation d'actifs défensifs en ce qui concerne les pieds d'immeubles et les galeries commerciales de centre-ville.

Un élément marquant de l'année 2013 est l'accroissement de l'écart de taux entre les produits CORE et les actifs secondaires. Ainsi, Paris QCA poursuit sa baisse, le taux de rendement s'établit pour les actifs CORE à 4,8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

L'année 2013 aura été une bonne année pour les investisseurs et notamment les investisseurs nationaux (assurances, SCPI, fonds ...) avec 59% des investissements.

Dans ce contexte, la France devrait rester un marché attractif pour les capitaux nationaux et internationaux en 2014. Par ailleurs, la stabilisation des taux « prime » et la légère baisse des loyers, permettra de maintenir une prime de risque attractive dans la mesure où aucune remontée significative des taux longs n'est à priori attendue. La focalisation sur les actifs qualitatifs en Ile-de-France et en région va ainsi se traduire par une remontée des taux sur les actifs secondaires et un probable ajustement des valeurs avec en filigrane le risque de l'insuffisance du volume sur ce segment de marché.

La politique d'acquisition de votre société de gestion se poursuivra dans le prolongement de celle mise en œuvre en 2012, par la sélection d'immeubles présentant des « cash-flow » sécurisés ou celle de commerces bénéficiant d'une très bonne localisation.

La vigilance des équipes d'investissement continue de porter sur l'adéquation aux valeurs de marché, des valeurs locatives des biens acquis et au taux d'effort supportable par les commerçants, ainsi que sur les qualités techniques des immeubles.

---

# RAPPORT DE LA SOCIETE DE GESTION

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte (ordinaire et extraordinaire), conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous présenter les résultats de l'exercice 2013 et soumettre à votre approbation les résolutions qui en découlent.

Dans le présent rapport, nous commencerons par vous relater l'activité de votre Société au cours de l'exercice, notamment en ce qui concerne le marché des parts (primaire et secondaire), la gestion locative, les acquisitions et cessions d'actifs ainsi que l'examen des comptes.

Le Commissaire aux Comptes vous donnera lecture de son rapport général et de son rapport spécial et nous entendrons ensuite le rapport du Conseil de Surveillance.

En outre, à la suite de l'adoption de l'Ordonnance n°2013-676 du 25 juillet 2013 intégrant la transposition de la Directive dite « AIFM » en droit français et de l'adoption de l'arrêté du 11 décembre 2013 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, nous vous proposons une mise à jour des statuts intégrant les nouvelles dispositions et précisant certains aspects juridiques.

Après avoir répondu à vos questions, nous procéderons au vote des résolutions qui seront présentées à votre approbation tant en Assemblée Générale Ordinaire qu'en Assemblée Générale Extraordinaire.

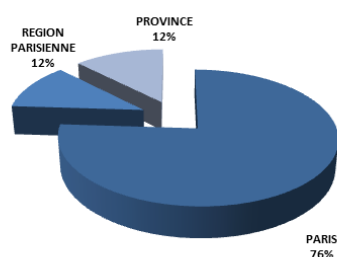
## PATRIMOINE

### Composition du patrimoine

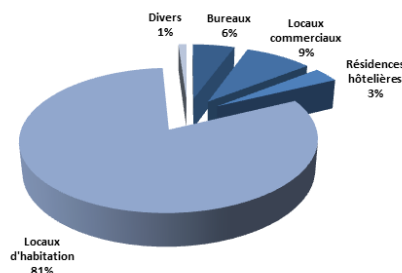
Au 31 décembre 2013, le patrimoine immobilier de la SCPI LOGIPIERRE 1 totalise une superficie de 31 405 m<sup>2</sup> répartis sur 21 immeubles de la façon suivante :

#### Répartition géographique

En valeur vénale (à la clôture de l'exercice)



#### Répartition par nature



### Valeur vénale du patrimoine immobilier

La société Expertises GALTIER a réalisé l'actualisation de la valeur des immeubles composant le patrimoine de votre société au 31 décembre 2013 par application des deux méthodes, par capitalisation du revenu net et par comparaison. Cette expertise fait apparaître une valeur estimée à 115 450 000 € hors droits, en hausse de 1% par rapport à l'expertise 2012.

Nous vous informons qu'afin d'éviter tout risque d'incidence sur les pourparlers en cours, les évaluations des immeubles mis en vente ne sont pas publiées dans « l'inventaire détaillé des placements immobiliers » mais ont été prises en compte dans la valeur vénale globale du patrimoine.

Les principales augmentations de valeurs concernent les immeubles suivants :

- Jas de Bouffan - 13100 Aix-en-Provence (+ 8,1%)
- 59/61 rue Vaneau - 75007 Paris (+ 1,9%)
- 29 rue Surcouf - 75007 Paris (+ 1,8%)
- 48 rue Ybry - Neuilly sur Seine (+ 1,7%).

Une baisse de valeur a été constatée sur l'immeuble suivant :

- 47 rue Saint-Dizier - 54000 Nancy (- 5,5%).

Les valeurs estimées (115 450 000 €) sont supérieures aux valeurs comptables (62 663 085 €).

## Taux d'occupation financier (TOF)

2013	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
En loyer	97,08%	97,04%	96,76%	94,92%

(montant total des loyers facturés / montant total des loyers facturables, c'est-à-dire loyers quittancés + loyers potentiels des locaux vacants)

Comparaison du taux d'occupation financier (TOF) 2013 par rapport à 2012

	2012	2013
TOF du 4ème trimestre	97,15%	94,92%
TOF annuel	97,46%	96,45%

## Etat des vacants

Le stock des surfaces vacantes au 31 décembre 2013 était de 2 529 m<sup>2</sup>. En fin d'année, les surfaces libérées en 2013 portent sur 1 825 m<sup>2</sup> et concernent principalement des départs de locataires au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 sur les immeubles situés à Nancy, à Rouen, à Lyon et à Paris 1<sup>er</sup> (14 rue de Castiglione). Le manque à gagner des locaux vacants représente 125 261 € HT sur l'exercice 2013.

## Travaux

Les principaux gros travaux de l'année 2013 ont été réalisés sur les immeubles suivants :

- 14 rue de Castiglione - 75001 Paris 251 214 €  
 Mise en conformité et sécurité du balcon du 5<sup>ème</sup> étage  
 Remise en état de 2 appartements F4/F5 et 1 duplex avant relocation  
 (Réfection des murs, des revêtements des sols, mise en conformité électrique, remplacement de la chaudière, réfection de deux salles de bains)
- 4 rue de Chartreux - 75006 Paris 79 965 €  
 Réfection de l'installation électrique, de la peinture de la cage d'escalier sur cour et vitrification de l'escalier
- 17 rue du Champrier - 92500 Rueil Malmaison 79 446 €  
 Réfection partielle de 6 appartements avant relocation
- 59/61 rue Vaneau - 75007 Paris 71 102 €  
 Rénovation de la loge  
 Rénovation d'un appartement avant relocation
- 1 ter rue de Navarre - 75005 Paris 19 890 €  
 Réfection du balcon du 6<sup>ème</sup> étage
- 3 place du Griffon - 69001 Lyon 11 029 €  
 Réfection d'un appartement avant relocation

## Locataires en contentieux

Votre société a doté 181 812 € en provisions pour créances douteuses. Cette dotation concerne pour l'essentiel les locataires sur les immeubles suivants :

- 51 rue Monceau	75008 Paris	71 560 €
- 14 rue de Castiglione	75001 Paris	35 365 €
- 59 rue Vaneau	75007 Paris	26 397 €
- 60 quai du havre	76000 Rouen	11 511 €
- 3-9 rue d'Harcourt	76000 Rouen	9 049 €
- 47 rue Saint-Dizier	54000 Nancy	8 724 €
- 1 ter rue de Navarre	75005 Paris	7 749 €
- 33-35 rue Schnapper	78100 Saint-Germain-en-Laye	4 380 €
- 17 rue Chasseloup Laubat	75015 Paris	2 452 €
- 4 rue des Chartreux	75006 Paris	2 161 €
- 2 rue de Fontenelle	76000 Rouen	1 920 €

Toutes actions utiles sont, bien entendu, menées en vue du recouvrement.

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2013 ET PERSPECTIVES

Le résultat net de l'exercice s'établit à 2 885 K€ au 31/12/2013 et s'inscrit en baisse de 7,4% par rapport à l'exercice précédent, compte tenu principalement des revenus exceptionnels enregistrés l'an passé pour 222 K€. Retraité du résultat exceptionnel, le résultat de l'année reste comparable à celui de 2012. Ses principales évolutions sont rappelées ci-dessous.

Le résultat immobilier s'améliore, sous l'effet d'une augmentation des loyers de 1,5% et d'une stabilité des charges immobilières non refacturables. En revanche, les charges d'exploitation sont impactées par l'augmentation de la dotation aux provisions pour dépréciation des créances douteuses ; après prise en compte des reprises de provisions, l'effet net sur le compte de résultat s'élève à -160 K€ contre -66 K€ en 2012.

Il est à noter que les travaux réalisés en 2013 et couverts par la provision pour grosses réparations se sont élevés à 515 K€, compte tenu principalement des travaux réalisés sur l'immeuble de la rue de Castiglione à Paris, à comparer à 208 K€ en 2012. Comme l'année précédente, la dotation à la provision pour grosses réparations a été fixée à 10% des loyers quittancés.

Le dividende de l'exercice, proposé au vote des associés, s'élève à 11,10 € par part contre 11,52 € en 2012, soit un rendement de 2,51% par rapport à la valeur de réalisation contre 2,63% l'an passé. Ce rendement est à apprécier au regard des caractéristiques du portefeuille immobilier de Logipierre 1, constitué à plus de 80% d'immeubles de logements dont l'essentiel est situé à Paris et en région parisienne.

Les hypothèses retenues pour l'exercice 2014, en fonction des informations connues en début d'année, devraient conduire à un résultat net comparable à celui de 2013.

## MARCHÉ DES PARTS

### Marché secondaire

	Prix d'exécution *	Prix acheteur *	Nombre de parts échangées
1 <sup>er</sup> trimestre 2013	256,48 €	278,50 €	468
2 <sup>ème</sup> trimestre 2013	245,67 €	266,77 €	218
3 <sup>ème</sup> trimestre 2013	240,06 €	260,68 €	405
4 <sup>ème</sup> trimestre 2013	236,76 €	257,09 €	1 545

\* Prix moyen trimestriel

Prix acheteur : prix correspondant au prix d'exécution + droits d'enregistrement de 5% et commission de cession de 3% HT (3,588% TTC au taux de TVA en vigueur jusqu'au 31.12.2013 et 3,60% TTC au taux de TVA en vigueur au 01.01.2014).



Au total, ce sont donc 2 636 parts qui ont été échangées au prix d'exécution.

### Transactions hors marché

Au cours de l'année 2013, 63 parts ont été échangées sans l'intervention de la société de gestion.

### Ordres de vente en attente

Au 31 décembre 2013, 1 726 parts étaient en attente de cession (*soit 0,66% du nombre total des parts*).

### Marché des parts année 2013

Sur l'ensemble du marché, 2 699 parts ont été échangées (*soit 1,03% du nombre total des parts*).

### Mutations de parts

Au cours de l'année 2013, ce sont 3 641 parts qui ont fait l'objet d'un transfert de propriété enregistré par la société de gestion au titre de successions (86 dossiers) et donations (3 dossiers). Il est rappelé à cette occasion que la donation de parts de SCPI doit être actée devant notaire. Toute transmission par don manuel ne peut donc être acceptée par la Société de Gestion et ce, sur le fondement de l'article 931 du Code Civil.

### US Person

L'entrée en vigueur de la loi Dodd Frank aux Etats-Unis imposant des restrictions et des obligations spécifiques pour la commercialisation de produits de placements (dont les parts de SCPI) à des résidents américains, a une incidence sur l'ensemble des sociétés de gestion.

Cette nouvelle réglementation a amené votre Société de Gestion à ne plus accepter de souscriptions de parts de SCPI émanant d'une "US person", ainsi que des transferts de parts au profit d'une "US person" telle que définie par les autorités américaines des marchés financiers.

En conséquence, nous proposons de modifier les statuts de votre Société en ce sens comprenant, notamment, une clause d'agrément.

## DIRECTIVE AIFM - MODERNISATION DU PRODUIT SCPI

L'adoption de la Directive dite « AIFM » 2011/61/UE du 08 juin 2011 a pour objectif la mise en place d'exigences communes au niveau européen en matière d'agrément et de surveillance des Sociétés de Gestion. A ce titre, nous vous précisons que la mise en conformité de votre Société de Gestion aux dispositions du règlement européen adopté en date du 19 décembre 2012, en application de ladite Directive, est en cours en vue de l'obtention du nouvel agrément. Cet agrément AIFM constituera ainsi un label européen de gestion des fonds d'investissements alternatifs dont les fonds immobiliers français, lesquels intègrent les SCPI. Dans le cadre de ce nouveau dispositif, les Sociétés de Gestion sont notamment tenues de désigner un dépositaire pour chaque fond géré.

Les textes législatifs et réglementaires ont fait l'objet d'une nouvelle codification au sein du Code Monétaire et Financier avec modification du régime du produit SCPI. La partie législative spécifiquement applicable aux SCPI est désormais codifiée aux articles L214-86 à L214-120 et la partie réglementaire, aux articles R214-130 à R214-160.

Ces modifications portent sur les points suivants :

- Elargissement de l'objet social à la détention de titres, aux dépôts, liquidités, avances en compte courant (article L214-115 du Code Monétaire et Financier),
- Suppression de l'obligation d'obtenir de l'Assemblée Générale l'autorisation pour « tout échange, tout aliénation ou constitution de droits réels portant sur le patrimoine immobilier de la SCPI (suppression de l'article L214-72 alinéa 1<sup>er</sup> du Code Monétaire et Financier),
- Durée minimale de détention des actifs immobiliers réduit à cinq ans au lieu de six ans avec, en outre, possibilité de revendre des actifs sans délai et ce, dans la limite annuelle de 2% de la valeur vénale du patrimoine immobilier de la SCPI (article R214-157 3° du Code Monétaire et Financier),
- Plafond des travaux d'agrandissement (coût annuel TTC sur un immeuble) limité à 15% de la valeur vénale du patrimoine immobilier de la SCPI au lieu de 30% de la valeur vénale de l'immeuble concerné et de 10% de la valeur du patrimoine immobilier de la SCPI (article R214-157 1° du Code Monétaire et Financier),

- Plafond des travaux de reconstruction (coût annuel TTC sur un immeuble) porté à 15% de la valeur vénale du patrimoine immobilier de la SCPI au lieu de 10% de la valeur du patrimoine immobilier de la SCPI (article R214-157 2° du Code Monétaire et Financier),
- Suppression de la possibilité de procéder à une augmentation de capital si les trois quarts des souscriptions recueillies au cours de l'augmentation précédente ont été investis ou affectés à des investissements en cours (suppression article L214-64 du Code Monétaire et Financier),
- Possibilité de diffusion par voie électronique, si accord préalable et exprès de l'associé, des documents sociaux (article R214-137 du Code Monétaire et Financier),
- Clarification rédactionnelle sur les règles d'endettement des SCPI dont la limite doit tenir compte de l'endettement des sociétés mentionnées au 2° du I de l'article L214-115 du Code Monétaire et Financier (article L214-101 du Code Monétaire et Financier).

En outre, a été adopté l'arrêté du 11 décembre 2013 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers relatives à la nouvelle numérotation des articles et à l'intégration des dispositions nouvelles suivantes :

- Création de deux nouvelles commissions qui seront perçues par la Société de Gestion (article 422-224 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers) :
  - Commission portant sur l'acquisition et la cession d'actifs immobiliers,
  - Commission portant sur le suivi et le pilotage de la réalisation des travaux immobiliers,
- Durée de validité d'un ordre de vente de parts limitée à une année avec prorogation possible pour une durée de douze mois au maximum sur demande expresse de l'associé (article 422-205 alinéa 2 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers),
- Alignement de la durée du mandat des experts immobiliers sur celui de l'expertise complète, laquelle est de cinq années (article 422-235 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers),
- Limitation à trois années du mandat de membre du Conseil de Surveillance (article 422-200 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers),
- Adoption du principe d'une résolution unique comportant le nom de l'ensemble des candidats avec élection de ceux ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans la limite des postes à pourvoir (article 422-201 alinéa 4 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers).

En raison des changements législatifs et réglementaires ci-dessus présentés, nous soumettons, en conséquence, à votre approbation les modifications statutaires qui en découlent.

## DESIGNATION D'UN DEPOSITAIRE

Comme évoqué dans le paragraphe précédent, la Directive dite « AIFM » et le règlement européen la complétant imposent aux Sociétés de Gestion de procéder à la désignation d'un dépositaire dont les missions sont listées au chapitre IV dudit règlement.

### Principales missions du dépositaire

Dans le cadre de la mise en place de la réglementation AIFM, FIDUCIAL Gérance doit désigner un dépositaire pour chaque FIA (*Fonds d'Investissement Alternatifs*) sous gestion. Pour mémoire, les principales missions du dépositaire consistent à :

- veiller au suivi adéquat des flux de liquidités du FIA, en particulier à ce que tous les paiements effectués par des investisseurs lors de la souscription de parts aient été reçus et que toutes les liquidités du FIA aient été comptabilisées sur des comptes espèces, ouverts au nom du FIA ou du dépositaire agissant pour le compte du FIA ;
- assurer la garde des actifs, c'est-à-dire vérifier leur propriété et assurer la tenue d'un registre permettant de l'attester (cette mission porte sur les actifs du FIA, ainsi que sur les instruments financiers) ;
- assurer une mission générale de contrôle de la régularité des décisions du FIA ou de sa société de gestion de portefeuille (incluant la vérification de l'existence et de l'application de procédures appropriées et cohérentes sur différentes thématiques, ainsi que la mise en oeuvre d'un plan de contrôle a posteriori sur divers domaines dont le respect des règles d'investissement, la valeur de réalisation, la justification des comptes d'attente, etc.

Après consultation des différents dépositaires dûment habilités, savoir :

- CACEIS INVESTOR SERVICES
- BNP Paribas Securities
- SG Securities Services

et comparaison des prestations de services proposées ainsi que des coûts y afférents, la Société de Gestion a décidé de retenir CACEIS INVESTOR SERVICES.

En conséquence, nous vous proposons de ratifier la décision de la Société de Gestion quant au choix du dépositaire.

## ASSEMBLEE GENERALE

La Société de Gestion vous propose de vous prononcer sur les résolutions concernant notamment :

- Approbation des comptes arrêtés au 31 décembre 2013,
- Quitus à la Société de Gestion,
- Quitus au conseil de surveillance,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Approbation des valeurs réglementaires de votre société (comptable, réalisation et reconstitution),
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L214-106 du Code Monétaire et Financier et approbation desdites conventions,
- Renouvellement du mandat de la société d'expertise immobilière Expertises GALTIER.

La Société de Gestion sollicite également de votre part le renouvellement des autorisations suivantes relatives :

- au montant des emprunts qu'elle pourra contracter pour le compte de la SCPI. Nous vous indiquons qu'en 2013, aucun emprunt n'a été souscrit pour le compte de la SCPI et vous proposons, comme chaque année, de fixer la limite des emprunts à 25% de la capitalisation de la Société,
- à la vente d'un ou plusieurs actifs devenus obsolètes, vacants ou qui génèrent un faible rendement, bien que l'assemblée générale n'ait plus à donner son autorisation dans le cadre des nouveaux textes applicables en la matière,
- aux prélèvements et régularisations nécessaires en matière d'impôt sur les plus-values,
- à l'attribution de jetons de présence et de remboursement de frais aux membres du Conseil de Surveillance.

La Société de Gestion vous propose également, cette année, d'adopter des résolutions spécifiques :

- pour transcrire les nouvelles dispositions résultant, d'une part, de l'adoption de l'Ordonnance n°2013-676 du 25 juillet 2013 à l'occasion de la transposition de la Directive « AIFM » en droit français et, d'autre part, du règlement général de l'Autorité des marchés financiers,
- ainsi que pour préciser certains autres aspects juridiques.

Tout d'abord, une résolution, à caractère ordinaire, visant à ratifier la désignation du dépositaire (onzième résolution).

Puis, des résolutions, à caractère extraordinaire, portant :

- Sur la mise à jour des articles et textes applicables à votre SCPI,
- Sur l'extension de l'objet social,
- Sur la mise en place de nouvelles commissions instituées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers,
- Sur l'insertion des dispositions de l'article 422-201 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers organisant la désignation des membres du Conseil de Surveillance,
- Sur l'insertion relative à l'interdiction de détention de parts par les US person telles que définies par les autorités américaines des marchés financiers,
- Sur l'insertion de nouvelles dispositions prévues par les textes soit en complément, soit en raison de leur nouveauté.

Concernant la nouvelle commission sur travaux prévue par le règlement général de l'AMF, la Société de Gestion n'en fera usage que pour des travaux exceptionnels et sous réserve que ceux-ci soient générateurs de revenus complémentaires ou de plus-values en cas de vente du bien après travaux. Le versement de cette commission est, en outre, conditionnée à un avis conforme du Conseil de surveillance. Quant à la commission sur arbitrages, le niveau de perception sera fixé après avis conforme du Conseil de surveillance, opération par opération.

Enfin, une résolution, à caractère extraordinaire, visant à procéder à l'adoption article par article des statuts, tels que modifiés puis dans son ensemble.

Vous trouverez le texte de ces projets de résolutions dans les dernières pages du présent rapport annuel.

En conclusion de ce rapport, en vous remerciant de la confiance que vous nous témoignez et en vous assurant de gérer votre Société dans le strict respect de l'intérêt des associés, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, d'approuver les résolutions présentées et agréées par la Société de Gestion, telles qu'elles vous sont proposées

La Société de Gestion  
FIDUCIAL Gérance

---

## RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

---

Mesdames, Messieurs,

Les membres du Conseil de Surveillance ont été tenus informés par la société de gestion FIDUCIAL Gérance, de la vie de votre S.C.P.I. LOGIPIERRE 1 lors des réunions régulières qui se sont tenues depuis la dernière assemblée générale des associés.

Les chiffres significatifs de votre S.C.P.I. sont les suivants :

- Les produits locatifs de l'exercice 2013 ont atteint 5 639 937 € contre 5 558 221 € en 2012.
- Le bénéfice de l'exercice 2013 est de 2 885 020 € contre 3 115 176 € en 2012.
- Le taux d'occupation (en loyers quittancés sur loyers optimaux) est passé de 97,08% au 1<sup>er</sup> trimestre à 94,92% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.
- Marché secondaire : 2 636 parts ont été échangées au prix d'exécution.
- Transactions hors marché : 63 parts ont été échangées sans l'intervention de la société de gestion.
- Le dividende de l'année 2013 a été de 11,10 € par part, contre 11,52 € en 2012.

Les parts de LOGIPIERRE 1 n'ont pas enregistré de modifications importantes dans leur répartition au capital de la SCPI.

Le rapport joint de la société de gestion rappelle les principaux éléments de la gestion. Ce rapport et les comptes qui nous ont été présentés, n'appellent pas de remarques de notre part.

En application de l'article L 214-76 du Code Monétaire et Financier, les membres du Conseil de Surveillance approuvent la commission de gestion de 10% hors taxes des recettes et des produits financiers encaissés hors taxes versée par votre société à FIDUCIAL Gérance. Au titre de l'exercice 2013, cette commission s'élève à 572 009,03 € hors taxes.

Nous vous proposons d'approuver les comptes et les conventions repris dans les rapports des commissaires aux comptes qui ont été présentés au Conseil de Surveillance et acceptés par lui, ainsi que les résolutions qui vous sont proposées par la société de gestion.

Nous demandons à tous les associés qui ne pourront pas assister à l'assemblée générale, de bien vouloir voter par correspondance ou de donner procuration à l'associé de leur choix.

Le Président  
AVIVA-VIE  
Madame Joëlle CHAUVIN

# TABLEAUX COMPLÉTANT LE RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

suivant instruction de l'AMF de mai 2002 prise en application du règlement n° 94-05

**TABLEAU I - COMPOSITION DU PATRIMOINE IMMOBILIER EN % DE LA VALEUR VENALE DES IMMEUBLES  
(à la clôture de l'exercice)**

	Bureaux	Locaux commerciaux	Locaux d'habitation	Résidences hôtelières	Divers
PARIS	5,35%	8,36%	61,28%	0,00%	0,99%
REGION PARISIENNE	0,00%	0,00%	11,50%	0,00%	0,07%
PROVINCE	0,19%	0,53%	8,27%	3,46%	0,00%
<b>TOTAUX</b>	<b>5,54%</b>	<b>8,89%</b>	<b>81,05%</b>	<b>3,46%</b>	<b>1,06%</b>

**TABLEAU II - EVOLUTION DU CAPITAL**

Date de création : 24 octobre 1978

Nominal de la part : 200 €

Année	Montant du capital nominal au 31 décembre	Montant des capitaux apportés à la S.C.P.I. par les associés lors des souscriptions au cours de l'année	Nombre de parts au 31 décembre	Nombre d'associés au 31 décembre	Rémunération H.T. de la société de gestion à l'occasion des augmentations de capital	Prix d'entrée au 31 décembre (1)
2009	52 505 000 €	Néant	262 525	3 041	Néant	210,66 €
2010	52 505 000 €	Néant	262 525	2 933	Néant	271,47 €
2011	52 505 000 €	Néant	262 525	2 913	Néant	266,04 €
2012	52 505 000 €	Néant	262 525	2 852	Néant	284,00 €
2013	52 505 000 €	Néant	262 525	2 830	Néant	255,50 €

(1) Prix payé par l'acheteur : prix d'exécution + droits d'enregistrement de 5% et commission de cession de 3% HT

**TABLEAU III - EVOLUTION DES CONDITIONS DE CESSIION OU DE RETRAIT**

Année	Nombre de parts cédées ou retirées	% par rapport au nombre total de parts en circulation au 1 <sup>er</sup> janvier	Demandes de cessions ou de retraits en suspens (en nombre de parts)	Délai moyen d'exécution d'une cession ou d'un retrait	Rémunération HT de la gérance sur les cessions ou les retraits
2009	3 666	1,39%	2 489	N. S.	15 471,72 €
2010	4 706	1,79%	299	N. S.	30 932,53 €
2011	1 610	0,61%	1 823	N.S.	13 261,40 €
2012	3 836	1,46%	905	N. S.	25 514,46 €
2013	2 699	1,03%	1 726	N. S.	19 175,90 €

**TABLEAU IV - EVOLUTION DU PRIX DE LA PART**

	2009	2010	2011	2012	2013
Prix d'exécution au 1 <sup>er</sup> janvier	170,00 €	194,00 €	250,00 €	245,00 €	261,54 €
Prix d'exécution moyen annuel	200,72 €	217,22 €	271,36 €	252,25 €	244,74 €
Dividende versé au titre de l'année	11,10 €	11,10 €	11,10 €	11,52 €	11,10 €
Rentabilité de la part sur prix d'exécution au 1 <sup>er</sup> janvier	6,53%	5,72%	4,44%	4,70%	4,24%
Rentabilité de la part sur prix d'exécution moyen annuel	5,53%	5,11%	4,09%	4,57%	4,54%
Report à nouveau cumulé par part (1)	5,24€	5,23 €	5,26 €	5,24 €	5,59%

(1) Report à nouveau par part constaté après répartition du résultat de l'exercice précédent.

**TABLEAU V - EVOLUTION PAR PART DES RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (HT)**

	2009	% du Total des Revenus	2010	% du Total des Revenus	2011	% du Total des Revenus	2012	% du Total des Revenus	2013	% du Total des Revenus
<b>REVENUS</b>										
. Recettes locatives brutes	20,56	100,51%	20,61	101,24%	20,50	99,47%	21,17	96,00%	21,48	97,41%
. Produits financiers (2)	0,12	0,59%	0,04	0,19%	0,06	0,28%	0,04	0,18%	0,03	0,12%
. Produits divers	-0,23	-1,10%	-0,29	-1,44%	0,05	0,24%	0,84	3,82%	0,06	0,28%
<b>* TOTAL</b>	<b>20,46</b>	<b>100,00%</b>	<b>20,36</b>	<b>100,00%</b>	<b>20,61</b>	<b>100,00%</b>	<b>22,05</b>	<b>100,00%</b>	<b>21,57</b>	<b>97,81%</b>
<b>CHARGES</b> (1)										
. Commission de gestion	2,29	11,22%	2,29	11,26%	2,34	11,34%	2,48	11,24%	2,47	11,20%
. Autres frais de gestion	0,20	1,00%	0,24	1,19%	0,19	0,91%	0,20	0,91%	0,18	0,81%
. Entretien du patrimoine	3,10	15,13%	4,44	21,81%	3,76	18,25%	3,18	14,40%	4,27	19,38%
. Charges locatives non récupérables	2,91	14,21%	2,88	14,14%	3,21	15,57%	2,76	12,51%	2,87	13,00%
<b>Sous-total charges externes</b>	<b>8,50</b>	<b>41,56%</b>	<b>9,85</b>	<b>48,40%</b>	<b>9,50</b>	<b>46,07%</b>	<b>8,61</b>	<b>39,05%</b>	<b>9,79</b>	<b>44,38%</b>
Amortissements nets (3)										
. patrimoine	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
. autres	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Provisions nettes (3)										
. pour travaux	0,60	2,95%	-0,86	-4,25%	-0,23	-1,10%	1,32	6,00%	0,19	0,84%
. autres	0,26	1,25%	0,25	1,21%	0,25	1,23%	0,25	1,14%	0,61	2,76%
<b>Sous-total charges internes</b>	<b>0,86</b>	<b>4,21%</b>	<b>-0,62</b>	<b>-3,04%</b>	<b>0,03</b>	<b>0,14%</b>	<b>1,58</b>	<b>7,14%</b>	<b>0,79</b>	<b>3,60%</b>
<b>* TOTAL</b>	<b>9,36</b>	<b>45,77%</b>	<b>9,23</b>	<b>45,35%</b>	<b>9,52</b>	<b>46,21%</b>	<b>10,19</b>	<b>46,20%</b>	<b>10,58</b>	<b>47,98%</b>
<b>* RESULTAT COURANT</b>	<b>11,09</b>	<b>54,23%</b>	<b>11,12</b>	<b>54,65%</b>	<b>11,09</b>	<b>53,79%</b>	<b>11,87</b>	<b>53,80%</b>	<b>10,99</b>	<b>49,83%</b>
Variation report à nouveau, réserves et fonds de remboursement	0,00	-0,02%	0,02	0,12%	-0,01	-0,06%	0,35	1,57%	-0,11	-0,50%
<b>Revenus distribués (2)</b>	<b>11,10</b>	<b>54,26%</b>	<b>11,10</b>	<b>54,53%</b>	<b>11,10</b>	<b>53,85%</b>	<b>11,52</b>	<b>52,24%</b>	<b>11,10</b>	<b>50,33%</b>

(1) hors amortissements prélevés sur la prime d'émission

(2) avant prélèvement libératoire

(3) dotation de l'exercice diminuée des reprises

## TABLEAU VI – EMPLOI DES FONDS

	TOTAL AU 31/12/2012 (*)	DURANT L'ANNEE 2013	TOTAL AU 31/12/2013
Fonds collectés	62 268 551		62 268 551
+ Réserves sur produits de cession d'immeubles réinvesties	2 228 358		2 228 358
+ Amortissements des frais d'acquisition et de la TVA non récupérable non prélevés sur la prime d'émission	2 996 562		2 996 562
- Frais de constitution et d'augmentation de capital prélevés sur la prime d'émission	399 889		399 889
- Achats d'immeubles et travaux immobilisés	67 478 069	6 227	67 484 296
+/-Plus ou moins values réalisées sur cessions d'actif	-809 933		-809 933
- Frais et droits d'enregistrement prélevés sur la prime de fusion	114 465		114 465
- Dépôts et cautionnements			
<b>Sommes restant à investir</b>	<b>-1 308 885</b>	<b>-6 227</b>	<b>-1 315 112</b>

(\*) Depuis l'origine de la société.



## PATRIMOINE AU 31 DECEMBRE 2013

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES	DATES D'ACQUISITION OU D'APPORT	PRIX HORS TAXES FRAIS ET DROIT	FRAIS D'ACQUISITION	T.V.A. NON RÉCUPÉRABLE	TOTAL	VALEURS D'EXPERTISE AU 31.12.2013
14, rue de Castiglione - 75001 PARIS	1978	12 670 546	394 302	499 285	13 564 133	29 400 000
33/35 rue Schnapper 78100 ST GERMAIN EN LAYE	1979	702 720	15 569	124 063	842 351	2 580 000
22 Rue de Lyon - 75012 PARIS	1979	2 226 091	115 077	221 604	2 562 773	6 580 000
4 rue des Chartreux - 75006 PARIS	1980	3 075 655	128 836	262 338	3 466 829	8 880 000
19 rue Leboutoux - 75017 PARIS	1980	1 454 309	45 380	130 276	1 629 966	3 870 000
48 rue Ybry - 92200 NEUILLY SUR SEINE	1980	1 429 215	36 398	201 315	1 666 928	2 980 000
17 rue Chasseloup Laubat - 75015 PARIS	1980	1 310 332	94 706	113 063	1 518 101	3 390 000
1 ter rue de Navarre - 75005 PARIS	1980	3 313 266	162 030	265 006	3 740 302	7 540 000
3 rue d'Harcourt - 76000 ROUEN	1981	1 651 023	25 169	264 667	1 940 860	2 230 000
2 rue de Fontenelle - 76000 ROUEN	1981	2 950 741	29 450	377 039	3 357 229	1 160 000
59/61 Rue Vaneau - 75007 PARIS	1981	3 363 528	152 112	225 911	3 741 551	7 970 000
60 quai du Havre - 76000 ROUEN	1981	1 765 103	55 300	184 389	2 004 792	980 000
3 Place du Griffon - 69001 LYON	1981	2 448 139	31 942	204 094	2 684 176	3 000 000
60 quai du Havre Bat. F - 76000 ROUEN	1981	2 238 253	17 470	387 681	2 643 404	1 590 000
51 rue de Monceau - 75008 PARIS	1997	7 012 655			7 012 655	14 400 000
Jas de Bouffan - 13100 AIX EN PROVENCE	1997	3 811 225			3 811 225	4 000 000
56 rue de Monceau - 75008 PARIS	1997	91 469			91 469	100 000
29 rue Surcouf - 75007 PARIS	1997	3 811 225			3 811 225	5 600 000
17 rue du Champier 92500 RUEIL-MALMAISON	1997	5 945 728		19 724	5 965 452	7 800 000
47 rue St Dizier - 54000 NANCY *	1997	1 295 817			1 295 817	
Les Hameaux de l'Ermitage - 83400 HYERES	1997	96 043			96 043	200 000
<b>TOTAUX</b>		<b>62 663 085</b>	<b>1 303 741</b>	<b>3 480 456</b>	<b>67 447 282</b>	<b>115 450 000</b>

\* Immeubles en cours d'arbitrage ou susceptibles de l'être en 2014 dont la valeur sera publiée après la vente

IMMEUBLES	SURFACES TOTALES AU 31/12/2013 (M²)				SURFACES VACANTES AU 31/12/2013 (M²)			
	Bureaux	Locaux commerciaux	Résidences tourisme	Locaux habitation	Bureaux	Locaux commerciaux	Résidences tourisme	Locaux habitation
14, rue de Castiglione - 75001 PARIS	1 202	1 163		2 186				291
33-35, rue Schnapper 78100 ST GERMAIN EN LAYE				974				36
22, Rue de Lyon - 75012 PARIS		285		1 375				
4, rue des Chartreux - 75006 PARIS				1 319				30
19, rue Leboutoux - 75017 PARIS		58		758				93
48, rue Ybry - 92200 NEUILLY SUR SEINE				624				
17, rue Chasseloup Laubat - 75015 PARIS		88		647				100
1 ter, rue de Navarre - 75005 PARIS		35		900				
3, rue d'Harcourt - 76000 ROUEN		407		1 637				419
2, rue de Fontenelle - 76000 ROUEN		335		848		171		75
59-61, Rue Vaneau - 75007 PARIS		67		1 033				
60, quai du Havre - 76000 ROUEN		206		726				79
3, Place du Griffon - 69001 LYON	213	222		1 850				156
60, quai du Havre Bat. F - 76000 ROUEN				1 224				274
51 rue Monceau - 75008 PARIS				1 668				70
Jas de Bouffan - 13100 AIX EN PROVENCE			3 303					
56 rue de Monceau - 75008 PARIS								
29 rue Surcouf - 75007 PARIS		270		697				
17 rue du Champrier 92500 RUEIL-MALMAISON				3 700				
47 rue Saint-Dizier - 54000 NANCY				1 285				735
Les Hameaux de l'Ermitage - 83400 HYERES				100				
<b>TOTAL</b>	<b>1 415</b>	<b>3 136</b>	<b>3 303</b>	<b>23 551</b>	<b>-</b>	<b>171</b>	<b>-</b>	<b>2 358</b>

---

## PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2013

---

- ETAT DU PATRIMOINE
- ANALYSE DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
- COMPTE DE RÉSULTAT
- TABLEAU RECAPITULATIF DES PLACEMENTS IMMOBILIERS
- INVENTAIRE DÉTAILLE DES PLACEMENTS IMMOBILIERS

## Etat du Patrimoine au 31/12/2013

	31/12/2013		31/12/2012	
	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées	Valeurs bilantielles	Valeurs estimées
<b><u>Placements immobiliers</u></b>				
<i>Immobilisations locatives</i>				
Terrains et constructions locatives	+ 62 663 084,87 €	+ 115 450 000,00 €	+ 62 669 311,95 €	+ 114 260 000,00 €
Immobilisations en cours	+	+	+	+
<i>Charges à répartir sur plusieurs exercices</i>				
Commissions de souscription	+		+	
Frais de recherche des immeubles	+		+	
TVA non récupérable sur immobilisations locatives	+		+	
Autres frais d'acquisition des immeubles	+		+	
<i>Provisions liées aux placements immobiliers</i>				
Dépréciation exceptionnelle d'immobilisations locatives	-		-	
Grosses réparations à répartir sur plusieurs exercices	- 607 562,02 €		- 558 692,22 €	
Autres provisions pour risques et charges	-		-	
<b>TOTAL I</b>	<b>62 055 522,85 €</b>	<b>115 450 000,00 €</b>	<b>62 110 619,73 €</b>	<b>114 260 000,00 €</b>
<b><u>Autres actifs et passifs d'exploitation</u></b>				
<i>Actifs immobilisés</i>				
Associés capital souscrit non appelé	+	+	+	+
Immobilisations incorporelles	+	+	+	+
Immobilisations corporelles d'exploitation	+	+	+	+
Immobilisations financières	+	+	+	+
<i>Créances</i>				
Locataires et comptes rattachés	+ 1 083 711,39 €	+ 1 083 711,39 €	+ 919 837,00 €	+ 919 837,00 €
Autres créances	+ 91 729,95 €	+ 91 729,95 €	+ 89 954,11 €	+ 89 954,11 €
Provisions pour dépréciation des créances	- 663 056,85	- 663 056,85	- 503 463,50	- 503 463,50
<i>Valeurs de placement et disponibilités</i>				
Certificat Dépôt	+ 2 001 166,66 €	+ 2 001 166,66 €	+ 2 788 639,77 €	+ 2 788 639,77 €
Fonds de remboursement	+	+	+	+
Autres disponibilités	+ 1 301 200,14 €	+ 1 301 200,14 €	+ 193 305,54 €	+ 193 305,54 €
<i>Provisions générales pour risques et charges</i>				
Provisions pour Litiges et risques	-	-	-	-
<i>Dettes</i>				
Dettes financières	- 746 201,19 €	- 746 201,19 €	- 757 846,29 €	- 757 846,29 €
Dettes d'exploitation	- 316 545,14	- 316 545,14 €	- 168 061,31 €	- 168 061,31 €
Dettes diverses	- 528 497,67 €	- 528 497,67 €	- 255 049,16 €	- 255 049,16 €
Dettes diverses/Distribution	- 1 496 754,30 €	- 1 496 754,30 €	- 1 606 653,00 €	- 1 606 653,00 €
<b>TOTAL II</b>	<b>726 752,99 €</b>	<b>726 752,99 €</b>	<b>700 663,16 €</b>	<b>700 663,16 €</b>
<b><u>Comptes de régularisation actif et passif</u></b>				
Charges constatées d'avance	+	+	+	+
Charges à répartir sur plusieurs exercices	+	+	+	+
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAL III</b>				
<b>CAPITAUX PROPRES COMPTABLES</b>	<b>62 782 275,84 €</b>		<b>62 811 282,89 €</b>	
<b>VALEUR ESTIMEE DU PATRIMOINE *</b>		<b>116 176 752,99 €</b>		<b>114 960 663,16 €</b>

\* Cette valeur correspond à la valeur de réalisation définie à l'article L.214-78 du code Monétaire et Financier (anciennement l'article 11 de la loi n°70 1300 du 31 décembre 1970) et à l'article 14 du code de Commerce (anciennement l'article 11 de la loi n°70 1300 du 31 décembre 1970) et à l'article 14 du code de Commerce (anciennement l'article 11 de la loi n°70 1300 du 31 décembre 1970)

## Tableau d'Analyse de la Variation des Capitaux Propres du 01/01 au 31/12/2013

Capitaux propres comptables Evolution au cours de l'exercice	Situation d'ouverture au 01/01/2013	Affectation résultat N-1	Autres Mouvements	Situation de clôture au 31/12/2013
<b>Capital</b>				
Capital souscrit	52 505 000,00 €			52 505 000,00 €
Capital en cours de souscription				
<b>Primes d'émission</b>				
Primes d'émission	7 785 332,55 €			7 785 332,55 €
Primes d'émission en cours de souscription				
Prélèvement sur prime d'émission	-2 221 892,85 €			-2 221 892,85 €
<b>Ecarts d'évaluation</b>				
Ecart de réévaluation				
Ecart sur dépréciation des immeubles d'actif				
Ecart sur remboursement de parts	-175 849,66 €			-175 849,66 €
<b>Primes de Fusion</b>				
Primes de Fusion	3 754 197,61 €			3 754 197,61 €
Fonds de remboursement prélevé s/ le résultat distribuable	506 710,04 €			506 710,04 €
Plus ou moins values réalisées s/ cessions d'immeubles	-809 932,80 €			-809 932,80 €
<b>Réserves</b>				
Report à nouveau	1 376 829,48 €	90 888,52 €		1 467 718,00 €
<b>Résultat de l'exercice</b>				
Résultat de l'exercice 2012	3 115 176,52 €	-3 115 176,52 €		
Résultat de l'exercice 2013			2 885 020,45 €	2 885 020,45 €
Acomptes sur distribution 2012	-3 024 288,00 €	3 024 288,00 €		
Acomptes sur distribution 2013			-2 914 027,50 €	-2 914 027,50 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>62 811 282,89 €</b>		<b>-29 007,05 €</b>	<b>62 782 275,84 €</b>

## Compte de Résultat au 31/12/2013

CHARGES (Hors Taxes)	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012	PRODUITS (Hors Taxes)	Au 31/12/2013	Au 31/12/2012
Charges ayant leur contrepartie en produits	774 437,33 €	838 062,11 €	<b>Produits de l'activité immobilière</b>		
<b>Charges d'entretien du patrimoine locatif</b>			Loyers	5 639 937,81 €	5 558 221,52 €
Grosses réparations couvertes par provisions	515 123,98 €	208 453,00 €	Charges facturées	774 437,33 €	838 062,11 €
Travaux d'entretien	606 950,35 €	625 248,88 €	<b>Produits annexes</b>		
Autres charges immobilières	752 420,79 €	724 275,11 €	Autres produits divers	4,68 €	2,63 €
<b>TOTAL CHARGES IMMOBILIERES</b>	<b>2 648 932,45 €</b>	<b>2 396 039,10 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS IMMOBILIERES</b>	<b>6 414 379,82 €</b>	<b>6 396 286,26 €</b>
Rémunération de la société de gestion	572 009,03 €	572 046,26 €	Honoraires de souscriptions		
TVA non récupérable sur rémunération de gérance	76 364,31 €	78 484,76 €	Transfert de charges d'exploitation		
Diverses charges d'exploitation	46 616,90 €	52 542,43 €	<b>Reprises des provisions d'exploitation</b>		
Dotation aux amortissements d'exploitation			Provisions créances irrécouvrables	22 219,45 €	82 730,00 €
<b>Dotation aux provisions d'exploitation</b>			Provisions créances douteuses	515 123,98 €	208 453,00 €
Provisions pour dépréciation comptes débiteurs			Provisions grosses réparations		
Provisions pour créances douteuses	181 812,80 €	148 894,00 €	Provisions pour litiges		
Provisions pour grosses réparations	563 993,78 €	555 822,15 €			
Provisions pour litiges					
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>1 440 796,82 €</b>	<b>1 407 789,60 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>537 343,43 €</b>	<b>291 183,00 €</b>
Charges financières			Produits financiers	7 073,69 €	109,37 €
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>			Intérêts sur comptes à termes et certificats de dépôt		10 387,14 €
			<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>7 073,69 €</b>	<b>10 496,51 €</b>
Charges exceptionnelles s/ activités immobilières		60,00 €	Produits exceptionnels	27 027,67 €	22 400,08 €
Charges exceptionnelles	11 074,89 €	1 300,63 €	Produits except./activités immobilières		200 000,00 €
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>11 074,89 €</b>	<b>1 360,63 €</b>	<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>27 027,67 €</b>	<b>222 400,08 €</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 885 020,45 €</b>	<b>3 115 176,52 €</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 985 824,61 €</b>	<b>6 920 365,85 €</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 985 824,61 €</b>	<b>6 920 365,85 €</b>

**TABLEAU RECAPITULATIF DES PLACEMENTS IMMOBILIERS AU 31 DECEMBRE 2013**

Récapitulation des placements immobiliers	Exercice 2013		Exercice 2012		Evolution des valeurs estimées en %	Surface totale	Evaluation 2013 €/m <sup>2</sup>
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Valeurs comptables	Valeurs estimées			
<b>Terrains et constructions locatives</b>							
Bureaux	3 286 691	6 404 443	3 286 691	6 320 198	1,3%	1 926	3 325
Locaux commerciaux	6 169 512	10 252 337	6 169 512	10 120 813	1,3%	3 162	3 242
Résidences de tourisme	3 811 225	4 000 000	3 811 225	3 700 000	8,1%	3 303	1 211
Habitations	48 459 485	93 568 916	48 459 485	92 908 413	0,7%	23 014	4 066
Parkings	936 172	1 224 304	942 399	1 210 576	1,1%	-	-
<b>Total</b>	<b>62 663 085</b>	<b>115 450 000</b>	<b>62 669 312</b>	<b>114 260 000</b>	<b>1,0%</b>	<b>31 405</b>	<b>3 676</b>
<b>Immobilisations en cours</b>							
Bureaux							
Locaux commerciaux							
Résidences de tourisme							
Habitations							
Parkings							
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Général</b>	<b>62 663 085</b>	<b>115 450 000</b>	<b>62 669 312</b>	<b>114 260 000</b>	<b>1,0%</b>	<b>31 405</b>	<b>3 676</b>

**INVENTAIRE DETAILLE DES PLACEMENTS IMMOBILIERS AU 31 DECEMBRE 2013**

Détail des placements immobiliers	Exercice 2013		Exercice 2012		Evolution des valeurs estimées en %	Surface totale	Evaluation 2013 €/m <sup>2</sup>
	Valeurs comptables	Valeurs estimées	Valeurs comptables	Valeurs estimées			
19 rue Lebouteux - 75017 PARIS	1 454 309	3 870 000	1 454 309	3 870 000	0,0%	816	4 743
4 rue des Chartreux - 75006 PARIS	3 075 655	8 880 000	3 075 655	8 800 000	0,9%	1 319	6 732
17 rue Chasseloup Laubat - 75015 PARIS	1 310 332	3 390 000	1 310 332	3 390 000	0,0%	735	4 612
14 rue de Castiglione - 75001 PARIS	12 670 546	29 400 000	12 670 546	29 000 000	1,4%	4 551	6 460
1 ter rue de Navarre - 75005 PARIS	3 313 266	7 540 000	3 319 493	7 440 000	1,3%	935	8 064
29 rue Surcouf - 75007 PARIS	3 811 225	5 600 000	3 811 225	5 500 000	1,8%	967	5 791
59/61 Rue Vaneau - 75007 PARIS	3 363 528	7 970 000	3 363 528	7 820 000	1,9%	1 100	7 245
56 rue de Monceau - 75008 PARIS	91 469	100 000	91 469	100 000	0,0%	Pkgs	-
22 Rue de Lyon - 75012 PARIS	2 226 091	6 580 000	2 226 091	6 490 000	1,4%	1 660	3 964
51 rue de Monceau - 75008 PARIS	7 012 655	14 400 000	7 012 655	14 300 000	0,7%	1 668	8 633
<b>Total Paris</b>	<b>38 329 077</b>	<b>87 730 000</b>	<b>38 335 304</b>	<b>86 710 000</b>	<b>1,2%</b>	<b>13 751</b>	<b>6 380</b>
17 rue du Champrier - 92500 RUEIL-MALMAISON	5 945 728	7 800 000	5 945 728	7 900 000	-1,3%	3 700	2 108
33/35 rue Schnapper - 78100 ST GERMAIN EN LAYE	702 720	2 580 000	702 720	2 580 000	0,0%	974	2 649
48 rue Ybry - 92200 NEUILLY SUR SEINE	1 429 215	2 980 000	1 429 215	2 930 000	1,7%	624	4 776
<b>Total Région Parisienne</b>	<b>8 077 663</b>	<b>13 360 000</b>	<b>8 077 663</b>	<b>13 410 000</b>	<b>-0,4%</b>	<b>5 298</b>	<b>2 522</b>
3 Place du Griffon - LYON	2 448 139	3 000 000	2 448 139	3 000 000	0,0%	2 285	1 313
Les Hameaux de l'Ermitage - HYERES	96 043	200 000	96 043	200 000	0,0%	100	2 000
47 rue St Dizier - NANCY*	1 295 817		1 295 817		-5,5%		934
60 quai du Havre Bat. F - ROUEN	2 238 253	1 590 000	2 238 253	1 600 000	-0,6%	1 224	1 299
60 quai du Havre - ROUEN	1 765 103	980 000	1 765 103	980 000	0,0%	932	1 052
3 rue d'Harcourt - ROUEN	1 651 023	2 230 000	1 651 023	2 230 000	0,0%	2 044	1 091
2 rue de Fontenelle - ROUEN	2 950 741	1 160 000	2 950 741	1 160 000	0,0%	1 183	981
Jas de Bouffan - AIX EN PROVENCE	3 811 225	4 000 000	3 811 225	3 700 000	8,1%	3 303	1 211
<b>Total Province</b>	<b>16 256 345</b>	<b>14 360 000</b>	<b>16 256 345</b>	<b>14 140 000</b>	<b>1,6%</b>	<b>12 356</b>	<b>1 162</b>
<b>Total Général</b>	<b>62 663 085</b>	<b>115 450 000</b>	<b>62 669 312</b>	<b>114 260 000</b>	<b>1,0%</b>	<b>31 405</b>	<b>3 676</b>

\* Immeubles en cours d'arbitrage ou susceptibles de l'être en 2014 dont la valeur sera publiée après la vente

---

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

---

### INFORMATIONS SUR LES REGLES GENERALES D'EVALUATION

Les comptes annuels 2013, soumis à votre approbation, ont été établis dans le respect des dispositions figurant dans le Code monétaire et financier. Les règles comptables particulières applicables aux sociétés civiles de placement immobilier, sont définies par l'arrêté du 26 avril 1995 modifié par l'arrêté du 14 décembre 1999 portant homologation du règlement n° 99-06 du Comité de la réglementation comptable du 23 juin 1999.

Leur établissement respecte les principes de prudence, de permanence des méthodes, d'indépendance des exercices en se plaçant dans la perspective de continuité de l'exploitation.

Les éléments inscrits dans la colonne "valeurs bilantielles" de l' "Etat du patrimoine" sont présentés au coût historique. La valeur vénale des immeubles locatifs et la valeur nette des autres actifs sont présentées, à titre d'information, dans la colonne "valeurs estimées". La méthodologie suivie par EXPERTISES GALTIER consiste à déterminer la valeur des biens en établissant une moyenne entre la valeur de rendement et la valeur par comparaison. Une expertise complète est réalisée pour chaque bien tous les cinq ans. Une actualisation intervient les autres années, sans visite systématique des biens.

Vous trouverez dans le "Tableau récapitulatif des placements immobiliers" et dans l'état "Inventaire détaillé des placements immobiliers au 31 décembre 2013" de l'instruction de l'Autorité des Marchés Financiers, la valeur vénale de chaque immeuble, établie par la Société EXPERTISES GALTIER. Les provisions pour dépréciation des créances locataires sont constituées dès l'instant où il existe un risque de non-recouvrement. Elles sont calculées sur les créances en fonction de l'appréciation de ce risque, selon leur antériorité.

Concernant l'entretien des immeubles, la dotation aux provisions pour grosses réparations est calculée sur la base d'un pourcentage des loyers quittancés au cours de l'exercice. Une provision complémentaire est éventuellement dotée au vu d'un plan prévisionnel d'entretien, établi immeuble par immeuble, dès lors que le stock de provision se révèle insuffisant pour couvrir les dépenses de grosses réparations de l'exercice suivant.

Compte tenu que le patrimoine de votre SCPI est majoritairement composé d'actifs résidentiels, une dotation équivalente à 10% des loyers quittancés a été provisionnée en 2013.



## IMMOBILISATIONS LOCATIVES

	Valeurs brutes 01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes 31/12/2013
. Terrains et constructions locatives	62 669 311,95 €		-6 227,08 €	62 663 084,87 €
. Amodiations				
. Agencements, aménagements sur construction				
. Immobilisations en cours				
	<b>62 669 311,95 €</b>		<b>-6 227,08 €</b>	<b>62 663 084,87 €</b>

> La diminution des immobilisations locatives correspond à la régularisation de la vente des parties communes des parkings de l'immeuble "NAVARRE"

## ETAT DES PROVISIONS

	Cumulées 01/01/2013	Dotations	Reprises	Cumulées 31/12/2013
. Provisions pour grosses réparations	558 692,22 €	563 993,78 €	515 123,98 €	607 562,02 €
. Provisions pour créances douteuses	503 463,50 €	181 812,80 €	22 219,45 €	663 056,85 €
. Provisions pour litige et risque				
	<b>1 062 155,72 €</b>	<b>745 806,58 €</b>	<b>537 343,43 €</b>	<b>1 270 618,87 €</b>

> Le plan de travaux sur cinq ans fait ressortir qu'une dotation à la PGR au taux de 10% est suffisante pour couvrir les dépenses de 2014.

> Les reprises de provisions pour grosses réparations correspondent à des travaux réalisés dans sept immeubles : "Castiglione" pour 251 213,98 €, "Chartreux" pour 79 965,38 €, "Lebouteux" pour 2 481,70 €, "Navarre" pour 19 886,02 €, "Vaneau" pour 71 101,93 €, "Lyon griffon" pour 11 028,66 € et "Rueil" pour 79 446,31 €.

> Les dotations aux provisions pour créances douteuses sur l'exercice 2013 concernent 53 locataires.

> Les reprises sur provision pour créances douteuses couvrent l'intégralité des créances irrécouvrables de l'exercice. La différence correspond à des provisions devenues sans objet au cours de l'exercice.

## AFFECTATION DU RESULTAT 2012

. Report à nouveau antérieur		1 376 829,48 €
. Résultat de l'exercice 2012		3 115 176,52 €
. Dividendes versés aux associés	3 024 288,00 €	
. Report à nouveau	1 467 718,00 €	
	<b>4 492 006,00 €</b>	<b>4 492 006,00 €</b>

> Cette affectation a été effectuée en conformité avec la 5ème résolution de l'Assemblée Générale du 12 juin 2013.

## ETAT DES CREANCES

	Montants bruts	Montants bruts à moins d'un an	Montants bruts à plus d'un an
. Créances locatives	1 083 711,39 €	1 083 711,39 €	
. Créances fiscales	10 482,70 €	10 482,70 €	
. Débiteurs divers	81 247,25 €	52 995,64 €	28 251,61 €
	<b>1 175 441,34 €</b>	<b>1 147 189,73 €</b>	<b>28 251,61 €</b>

> Les créances locatives représentent les loyers et charges appelés et non encore perçus pour 835 438,01 €, ainsi que les créances pour charges locatives à recevoir à hauteur de 248 273,38 €.

> Les créances fiscales correspondent à la TVA sur les provisions de factures non parvenues pour 1 233,23 € et à la TVA déductibles sur les factures impayées pour 9 249,47 €.

> Les débiteurs divers représentent, à moins d'un an, le solde du gérant extérieur de l'immeuble "Lyon Griffon" pour le quatrième trimestre 2013 pour 52 995,64 € et à plus d'un an, principalement les fonds de roulement versés aux syndicats pour 24 506,72 €.

## ETAT DES DETTES

	Montants bruts	Montants bruts à moins d'un an	Montants bruts à plus d'un an
. Dépôts de garantie des locataires	746 201,19 €		746 201,19 €
. Locataires, avance sur charges	209 382,64 €	209 382,64 €	
. Dettes fiscales	71 983,85 €	71 983,85 €	
. Associés solde sur distribution	1 496 754,30 €	1 496 754,30 €	
. Crédoiteurs divers	563 676,32 €	563 676,32 €	
	<b>3 087 998,30 €</b>	<b>2 341 797,11 €</b>	<b>746 201,19 €</b>

> Les locataires crédoiteurs représentent des charges à reverser après leur reddition ainsi que des loyers 2014 reçus d'avance .

> Les dettes fiscales représentent la TVA à encaisser sur les loyers impayés ainsi que la TVA à payer du mois de décembre 2013.

> Les crédoiteurs divers correspondent aux dividendes bloqués pour 136 613,25 €, aux dividendes rejetés lors des distributions d'acomptes pour 63 520,24 €, au marché secondaire pour 38 838,87 €, aux provisions pour charges à payer pour 192 382,43 € ( honoraires d'expertises pour 11 083,33 €, honoraires de commissariat aux comptes pour 2 744,42 €, solde des honoraires de gestion 2013 pour 12 471,53 €, des charges d'entretien des immeubles pour 166 082,75 €), un solde fournisseurs débiteur pour 107 162,50 € et les salaires et charges sociales du personnel de gardiennage des immeubles pour 25 459,03 €.

## CAPITAL

	Valeurs brutes 01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2013
Capital souscrit	52 505 000,00 €			52 505 000,00 €

> Ce poste est sans changement sur l'exercice

## PLUS OU MOINS-VALUES REALISEES S/CESSIONS D'IMMEUBLES

	Valeurs brutes au 01/01/2013	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2013
	809 932,80 €			809 932,80 €

> Ce poste est sans changement sur l'exercice

## ETAT DES ENGAGEMENTS

. Engagements reçus : **185 760,00 €**

> Les engagements reçus représentent des cautions bancaires obtenues des locataires, soit en remplacement du dépôt de garantie, soit en sûreté complémentaire

## INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

#### PRODUITS DE L'EXERCICE

. Loyers	5 639 937,81 €	
. Charges facturées	774 437,33 €	
. Autres produits divers	4,68 €	
PRODUCTION DE L'EXERCICE (ou production brute de l'activité immobilière)		6 414 379,82 €

#### CHARGES IMMOBILIERES

. Charges ayant leur contrepartie en produits	-774 437,33 €	
. Charges d'entretien du patrimoine locatif	-606 950,35 €	
. Grosses réparations	-515 123,98 €	
. Autres charges immobilières	-752 420,79 €	

PRODUCTION NETTE (ou production nette de l'activité immobilière) **3 765 447,37 €**

CHARGES D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE -694 990,24 €

**EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION** **3 070 457,13 €**

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS D'EXPLOITATION  
DOTATIONS AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION (nette des reprises) -208 463,15 €

**RESULTAT D'EXPLOITATION** **2 861 993,98 €**

Produits financiers	7 073,69 €	
Charges financières		
RESULTAT NET DES OPERATIONS FINANCIERES		7 073,69 €

**RESULTAT COURANT** **2 869 067,67 €**

Produits exceptionnels	27 027,67 €	
Charges exceptionnelles	-11 074,89 €	
RESULTAT NET DES OPERATIONS EXCEPTIONNELLES		15 952,78 €

<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>		<b>2 885 020,45 €</b>
-------------------------------	--	-----------------------

### TABLEAU DE FINANCEMENT

	2012	2013
<b>VALEURS DISPONIBLES AU DEBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 361 273,57 €</b>	<b>2 981 945,31 €</b>
<b>Ressources de l'exercice</b>		
Bénéfice de l'exercice	3 115 176,52 €	2 885 020,45 €
Cessions d'actifs		6 227,08 €
Régularisation des immobilisations incorporelles		
Variation des dettes hors solde sur dividendes	76 499,84 €	410 287,24 €
Dotations aux provisions	704 716,15 €	745 806,58 €
<b>Total des ressources</b>	<b>3 896 392,51 €</b>	<b>4 047 341,35 €</b>
<b>Emplois de l'exercice</b>		
Acquisitions d'actifs	16 860,60 €	
Variation des valeurs réalisables	53 649,67 €	165 650,23 €
<i>Distribution de l'exercice :</i>		
. Solde du dividende de l'exercice précédent	1 496 392,50 €	1 606 653,00 €
. Acomptes sur dividendes de l'exercice	1 417 635,00 €	1 417 273,20 €
. Acomptes sur liquidation d'Actifs		
Reprise d'amortissements et de provisions	291 183,00 €	537 343,43 €
<b>Total des emplois</b>	<b>3 275 720,77 €</b>	<b>3 726 919,86 €</b>
<b>VALEURS DISPONIBLES EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>2 981 945,31 €</b>	<b>3 302 366,80 €</b>

## DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

### **CHARGES**

#### **LES CHARGES IMMOBILIERES pour**

**2 648 932,45 €**

comprennent :

- les charges récupérables auprès des locataires s'élèvent à	774 437,33 €
- les grosses réparations couvertes par des provisions	515 123,98 €
- les travaux d'entretien et de réparation	606 950,35 €
- les charges non récupérables	273 374,87 €
- les impôts et taxes	314 086,13 €
- les honoraires liés aux contentieux locatifs	48 508,36 €
- les honoraires de relocation	27 915,70 €
- les primes d'assurances	6 002,16 €
- des honoraires divers	82 533,57 €

#### **LES CHARGES D'EXPLOITATION DE LA SOCIETE**

**1 440 796,82 €**

comprennent :

LA REMUNERATION DE GERANCE comprend	648 373,34 €
- 10 % des recettes locatives et financières encaissées et se situe donc dans la limite prévue par les statuts.	572 009,03 €
- la TVA non récupérable	76 364,31 €
LES AUTRES SERVICES EXTERIEURS comprennent	46 616,90 €
- les honoraires des commissaires aux comptes	21 000,00 €
- les honoraires d'expertise de votre patrimoine immobilier	9 836,30 €
- la redevance AMF	1 500,00 €
- la rémunération du conseil de surveillance	8 000,00 €
- des honoraires divers	3 155,74 €
- des frais actes	
- diverses charges de gestion courante	3 124,86 €

LES DOTATIONS AUX PROVISIONS	745 806,58 €
sont détaillées au point "état des provisions".	

#### **LES CHARGES EXCEPTIONNELLES enregistrent pour**

**11 074,89 €**

> Diverses charges exceptionnelles	11 074,89 €
------------------------------------	-------------

### **PRODUITS**

#### **LES PRODUITS DE L'ACTIVITE IMMOBILIERE enregistrent pour**

**6 414 379,82 €**

- les loyers de vos immeubles.	5 639 937,81 €
- les charges refacturées	774 437,33 €
- des autres produits	4,68 €

#### **LES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION enregistrent pour**

**537 343,43 €**

- les reprises de provisions pour créances douteuses	22 219,45 €
- les reprises de provisions pour grosses réparations	515 123,98 €
- reprises de provisions pour litiges	

#### **LES PRODUITS FINANCIERS enregistrent pour**

**7 073,69 €**

- les intérêts acquis sur les placements de trésorerie et les intérêts de retard facturés aux locataires.

#### **LES PRODUITS EXCEPTIONNELS correspondent pour**

**27 027,67 €**

- divers produits exceptionnels	9 059,43 €
- des indemnités d'assurance pour	17 968,24 €

**AU TOTAL, LES PRODUITS atteignent  
contre un TOTAL DE CHARGES DE**

**6 985 824,61 €**

**4 100 804,16 €**

**LE SOLDE, soit**

**2 885 020,45 €**

**correspond au bénéfice de l'exercice.**

## ETAT DES VALEURS COMPTABLE, DE REALISATION ET DE RECONSTITUTION DE LA SCPI

	Montant Total (en euros)	Montant par part (en euros)
Nombre de parts au 31/12/2013 :	<b>262 525</b>	
Placements immobiliers	62 055 522,85 €	
Autres actifs nets <sup>(1)</sup>	726 752,99 €	
<b>Valeur comptable</b>	<b>62 782 275,84 €</b>	<b>239,15 €</b>
Valeur vénale des immobilisations locatives	115 450 000,00 €	
Autres actifs nets <sup>(1)</sup>	726 752,99 €	
<b>Valeur de réalisation</b>	<b>116 176 752,99 €</b>	<b>442,54 €</b>
<i>Commissions de souscription au moment de la reconstitution</i> 3,588% TTC du prix de souscription	4 168 421,90 €	
	<b>4 168 421,90 €</b>	
<i>Frais nécessaires pour l'acquisition du patrimoine de la SCPI à la date de clôture de l'exercice</i>		
Frais de notaire et droit d'enregistrement 6,2%	7 157 900,00 €	
Frais de commercialisation 1,8%	2 078 100,00 €	
	<b>9 236 000,00 €</b>	
<b>Valeur de reconstitution</b>	<b>129 581 174,89 €</b>	<b>493,60 €</b>

(1) Les autres actifs nets correspondent à l'actif circulant net sous déduction des provisions pour risques et charges et des dettes.

## RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS



### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (Exercice clos le 31 décembre 2013)

Aux Associés

#### **LOGIPIERRE 1**

Société Civile de Placement Immobilier

#### **C/O FIDUCIAL GERANCE**

41 avenue Gambetta - CS 50002 - 92928 Paris La Défense Cedex

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SCPI LOGIPIERRE 1, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre société de gestion. Les valeurs vénales des immeubles, présentées dans ces comptes, ont été déterminées par la société EXPERTISES GALTIER, expert indépendant nommé par votre Assemblée Générale du 15 juin 2010. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I - Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nos travaux sur les informations relatives à la valeur vénale des immeubles déterminée par l'expert indépendant ont consisté à en vérifier la concordance avec le rapport de l'expert. Nous estimons que l'intervention de l'expert indépendant et nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **II - Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### Règles et principes comptables :

Les paragraphes 6,7 et 8 des « informations sur les règles générales d'évaluation » et la note relative à « l'Etat des provisions » de l'annexe exposent la méthode de calcul de la provision pour grosses réparations.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus au regard des règles spécifiques édictées par le plan comptable des SCPI et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III- Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données par la société de gestion dans le rapport annuel et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 16 avril 2014

Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

Lionel Lepetit

## **RAPPORT SPECIAL**

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES (Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013)**

Aux Associés

#### **LOGIPIERRE 1**

Société Civile de Placement Immobilier

#### **C/O FIDUCIAL GERANCE**

41 avenue Gambetta - CS 50002 - 92 928 Paris La Défense Cedex

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée en application des dispositions de l'article L. 214-106 du Code monétaire et financier.

#### **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE**

Conformément aux dispositions statutaires de votre société, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Avec la société de gestion FIDUCIAL GERANCE**

Conformément à l'article 17 des statuts de votre société, la société de gestion est rémunérée de ses fonctions moyennant :

- Une commission de gestion de 10 % HT du montant des recettes locatives encaissées (loyers et produits locatifs annexes) hors taxes et des produits financiers nets. Au titre de l'exercice 2013, cette commission s'élève à 572 009,03 € HT.
- Une commission sur les mouvements de parts de 3% HT du prix d'exécution versé par la SCPI LOGIPIERRE 1 à FIDUCIAL GERANCE par chaque cessionnaire. Au titre de 2013, cette commission s'élève à 19 175,90 € HT.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 16 avril 2014

Le commissaire aux comptes  
PricewaterhouseCoopers Audit

Lionel Lepetit

*PricewaterhouseCoopers Audit, SA, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex*  
*T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, [www.pwc.fr](http://www.pwc.fr)*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse



## PROJET DE RESOLUTIONS

### DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EN TANT QU'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET AUX CONDITIONS DE QUORUM ET DE MAJORITÉ REQUISES EN CONSÉQUENCE

#### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports de la Société de Gestion, du Conseil de Surveillance et du Commissaire aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2013, approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes annuels ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne à la Société de Gestion FIDUCIAL Gérance quitus entier et définitif de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus entier et définitif de sa mission au Conseil de Surveillance pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

#### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la dotation aux provisions pour grosses réparations pour un montant de 563 993,78 €

L'Assemblée Générale, constatant que :

- |  |                |
|--|----------------|
| • le bénéfice de l'exercice s'élève à              | 2 885 020,45 € |
| • auquel s'ajoute le compte de report à nouveau de | 1 467 718,00 € |
| • formant ainsi un bénéfice distribuable de        | 4 352 738,45 € |

**1°** décide de répartir une somme de 2 914 027,50 € entre tous les associés, au prorata de leurs droits dans le capital et de la date d'entrée en jouissance des parts. L'Assemblée Générale prend acte que les deux acomptes semestriels versés aux associés et à valoir sur la distribution décidée ce jour, en représentent l'exact montant. Aucun versement complémentaire ne sera nécessaire à ce titre.

**2°** constate qu'après prélèvement de la somme de 29 007,05 € sur le compte de report à nouveau, celui-ci présente un solde créditeur de 1 438 710,95 €

L'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion à procéder à la distribution partielle ou totale du compte de report à nouveau quand elle le jugera opportun.

#### CINQUIEME RESOLUTION

Conformément aux dispositions de l'article L214-109 du Code Monétaire et Financier, l'Assemblée Générale approuve la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la Société qui s'élèvent au 31 décembre 2013 à :

- |                              |  |
|------------------------------|--|
| • valeur comptable :         | 62 782 275,84 € soit 239,15 € par part.  |
| • valeur de réalisation :    | 116 176 752,99 € soit 442,54 € par part. |
| • valeur de reconstitution : | 129 581 174,89 € soit 493,60 € par part. |

#### **SIXIEME RESOLUTION**

Après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L.214-106 du Code Monétaire et Financier et le rapport du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale approuve les conventions qui y sont visées.

#### **SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale renouvelle le mandat de la société EXPERTISES GALTIER - 92 bis rue Edouard Vaillant - 92309 Levallois-Perret Cedex, expert immobilier, pour expertiser en tant que de besoin le patrimoine de la SCPI et ce, pour une durée de cinq exercices, conformément à l'article 422-235 alinéa 1<sup>er</sup> du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

#### **HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion à procéder à des acquisitions payables à terme et à la souscription d'emprunts (avec constitution des garanties appropriées et, notamment, de toutes sûretés réelles y compris sous forme hypothécaire) et ce, aux charges et conditions qu'elle jugera convenables et dans la limite de 25% maximum de la capitalisation arrêtée au 31 décembre de l'année écoulée, exprimée sur la dernière valeur de réalisation arrêtée par la société de gestion au 31 décembre de l'année écoulée.

La présente autorisation est valable pour une durée expirant à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

Dans le cadre des dispositions du Code Général des Impôts relatives à l'imposition des plus-values immobilières, l'Assemblée Générale autorise la Société de Gestion, à prélever à la source, le cas échéant, l'impôt applicable aux cessions d'actifs immobiliers réalisées par la Société pour le compte des seuls associés de la Société soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Afin de garantir l'égalité entre les associés, l'Assemblée Générale autorise en conséquence la Société de Gestion à déterminer la quote-part de chacun des associés dans les résultats de la Société et, le cas échéant, à régulariser la répartition de manière à ce que l'impôt prélevé à la source soit supporté par chaque catégorie d'associés en fonction de la situation fiscale qui lui est propre.

La présente autorisation est valable jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale fixe le montant des jetons de présence à répartir entre les membres du conseil de surveillance, pour l'exercice 2014, à 8 000 €. Les membres du conseil pourront en outre prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement sur présentation d'un justificatif.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, prenant acte de l'obligation de procéder à la désignation d'un dépositaire, décide de ratifier la désignation de CACEIS INVESTOR SERVICES en qualité de dépositaire, lequel sera chargé des missions telles que fixées par le règlement européen n°231/2013 du 19 décembre 2012 en son chapitre IV et rémunéré par la Société.

La présente ratification est valable jusqu'à nouvelle délibération de l'Assemblée Générale relative à ce point.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qu'il appartiendra.

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
EN TANT QU'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE  
ET AUX CONDITIONS DE QUORUM ET DE MAJORITÉ REQUISES EN CONSÉQUENCE

### TREIZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris acte de l'adoption de l'Ordonnance n°2013-676 du 25 juillet 2013 transposant, notamment, la Directive dite « AIFM » en droit français, décide de mettre à jour l'ensemble des articles et textes applicables dont il est fait mention dans les statuts.

### QUATORZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, connaissance prise des articles L214-114 et L214-115 du Code Monétaire et Financier permettant d'élargir l'objet social de la société, décide, en conséquence, de modifier ledit objet social, en introduisant les nouvelles dispositions telles que prévues par lesdits articles, comme suit :

« La Société a pour objet :

- L'acquisition directe ou indirecte, y compris en l'état futur d'achèvement, et la gestion d'un patrimoine immobilier locatif, qu'il s'agisse d'immeubles à usage d'habitation ou à usage commercial ;
- L'acquisition et la gestion d'immeubles qu'elle fait construire exclusivement en vue de leur location ;
- La détention de droits réels visés à l'article L.214-155-1 du Code Monétaire et Financier portant sur de tels immeubles.

Les immeubles éligibles à l'actif de la Société sont ceux visés par les articles L.214-115 et R.214-155 du Code Monétaire et Financier.

Dans le cadre de cette gestion, la Société peut procéder à des travaux de toute nature dans lesdits immeubles, notamment les opérations afférentes à leur construction, leur rénovation, leur entretien, leur réhabilitation, leur amélioration, leur agrandissement, leur reconstruction ou leur mise aux normes environnementales ou énergétiques. Elle peut, en outre, acquérir des équipements ou installations nécessaires à l'utilisation des immeubles.

Les travaux d'agrandissement et de reconstruction sont soumis à des conditions de réalisation strictes fixées aux termes de l'article R.214-157 du Code Monétaire et Financier.

La Société peut céder des éléments de patrimoine immobilier, **après consultation du Conseil de Surveillance**, dès lors qu'elle ne les a pas achetés en vue de les revendre et que de telles cessions ne présentent pas un caractère habituel et ce, conformément aux conditions arrêtées par l'article R.214-157 du Code Monétaire et Financier.

En outre, il est possible à la Société de détenir :

- Des parts de sociétés de personnes non admises aux négociations sur un marché réglementé de manière directe ou indirecte pouvant représenter jusqu'à 100% de l'actif de la Société ;
- Des parts de SCPI, des parts ou actions d'organismes de placement collectif immobilier, professionnels ou non, et des parts, actions ou droits d'organismes de droit étranger ayant un objet équivalent quelle que soit leur forme, sous réserve que les titres de ces sociétés et organismes ne représentent pas plus de 10% de la valeur vénale du patrimoine immobilier de la Société

Et ce, sous respect des conditions fixées par les articles L.214-115 et R.214-156 du Code Monétaire et Financier.

Enfin, la Société peut procéder à des dépôts et liquidités tels que définis par décret en Conseil d'Etat ainsi qu'à des avances en compte courant consenties en application de l'article L.214-101 du Code Monétaire et Financier. »

Et de modifier, corrélativement, l'article 2 des statuts.

### QUINZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte de la mise en place de deux nouvelles commissions aux termes de l'article 422-224 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, décide d'ajouter à l'article 17 – Rémunération de la Société de Gestion des points d) et e) comme suit :

« d) En rémunération de l'analyse et du suivi des dossiers de cessions et d'acquisitions d'actifs immobiliers, la Société de Gestion **peut percevoir une commission dont le niveau sera fixé après avis conforme du Conseil de Surveillance, opération par opération, comme suit :**

- 1% hors taxes du prix net vendeur des actifs cédés, payable après signature des actes de vente. Cette commission pourra être prélevée sur la réserve de plus ou moins-value sur cessions d'immeubles ;
- 1,5% hors taxes du prix d'acquisition, hors droits et hors frais de mutation, des actifs immobiliers qui ne seraient pas financés par la création de parts nouvelles, payable après signature des actes d'acquisition.  
Cette commission pourra être prélevée sur la prime d'émission.

e) La Société de Gestion, **après avis conforme du Conseil de Surveillance**, perçoit une commission de suivi et de pilotage de la réalisation de travaux sur le patrimoine immobilier au taux de 2% hors taxes du montant hors taxes des travaux effectués, sous réserve que ces travaux concernent des constructions, agrandissements, reconstruction ou travaux de rénovation lourde en ce compris les mises aux normes environnementales et énergétiques qui soient générateurs de revenus complémentaires ou de plus-values en cas de vente du bien après travaux. Cette commission pourra être prélevée sur la prime d'émission. »

et de préciser ce qui suit :

« A toutes sommes et taux indiqués ci-dessus s'ajoute la TVA au taux en vigueur. »

### **SEIZIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise des dispositions de l'article 422-201 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers organisant la désignation des membres du Conseil de Surveillance, décide d'insérer après l'alinéa 2 de l'article 18 – Conseil de surveillance – 1° - Nomination un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« Conformément à l'article 422-201 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la Société de Gestion, préalablement à la convocation de l'Assemblée devant désigner de nouveaux membres du Conseil de Surveillance, procède à un appel de candidatures afin que soient représentés le plus largement possible les associés non fondateurs. Lors du vote relatif à la nomination des membres du Conseil de Surveillance, seuls sont pris en compte les suffrages exprimés par les associés présents et les votes par correspondance. La liste des candidats est présentée dans une résolution. Les candidats élus sont ceux ayant obtenu le plus grand nombre de voix, dans la limite du nombre de postes à pourvoir. »

Et de supprimer corrélativement l'alinéa « Pour permettre aux associés de choisir personnellement les membres du conseil de surveillance, la société de gestion propose aux associés de voter sur cette résolution par mandat impératif. Les candidatures seront sollicitées avant l'assemblée. »

### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise des incidences de la loi américaine dite « Dodd-Frank » imposant, notamment, des restrictions et des obligations spécifiques concernant la commercialisation des instruments financiers à des US person, décide d'insérer dans les statuts des dispositions relatives à l'interdiction aux US person de détenir des parts de la Société soit par souscription, soit par transmission et, en conséquence, de modifier les articles suivants comme suit :

#### **ARTICLE 8 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL**

1° - Modalités

Introduction d'un alinéa à la suite de l'alinéa 1 rédigé comme suit :

« Aucune souscription de parts de la Société ne pourra être réalisée par une US person telle que définie par les autorités américaines des marchés financiers. »

#### **ARTICLE 10 – TRANSMISSION DES PARTS**

A la fin dudit article, mise en place de deux §, l'un traitant des transmissions entre vifs, l'autre, des transmissions par décès avec introduction de dispositions relatives à la mise en place d'une procédure d'agrément en matière de cession de parts entre vifs, l'ensemble rédigé comme suit :

##### **« 1. Transmission entre vifs**

Les transmissions entre vifs sont soumises à l'agrément préalable de la Société de Gestion. En outre, il est précisé que :

1. toute transmission de parts à une US person telle que définie par les autorités américaines des marchés financiers est interdite ;
2. toute transmission de parts par donation doit être constatée par acte notarié au sens de l'article 931 du code civil.

- **Agrément**

Les parts sont librement cessibles entre associés. Par contre, il est formellement convenu que, sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec l'agrément préalable de la Société de Gestion.

A l'effet d'obtenir cet agrément, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts sociales doit en informer la Société de Gestion par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.

Dans les deux mois de la réception de cette lettre recommandée, la Société de Gestion notifie sa décision à l'associé vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception. Les décisions ne sont pas motivées. Faute par la Société de Gestion d'avoir fait connaître sa décision dans le délai de deux mois à compter de la réception de la demande, l'agrément est considéré comme donné.

- **Refus d'agrément**

Si la Société de Gestion se refuse à agréer le cessionnaire proposé, elle doit, dans le délai d'un mois à compter de la notification de son refus, faire acquérir les parts soit par un associé, ou à défaut, un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est déterminé par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Si dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, sauf prorogation par décision de justice conformément à la loi, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est réputé acquis.

## **2. Transmission par décès**

En cas de décès d'un Associé, la Société continue entre les Associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'Associé décédé et éventuellement son conjoint survivant commun en biens. Si le conjoint, les héritiers et/ou ayants droit sont des US person telles que définies par les autorités américaines des marchés financiers, il conviendra que ceux-ci prennent contact auprès de la Société de Gestion de manière à organiser le rachat de leurs parts sans qu'ils ne puissent s'y opposer.

En cas de décès, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité, dans les trois mois du décès, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'Associé est subordonné à la production de cette justification, sans préjudice du droit, pour la Société de Gestion, de requérir de tout Notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités. »

## **ARTICLE 11 – DROITS DES PARTS**

Insertion après l'alinéa 3 de la disposition suivante :

« Si, en cours de détention, il advenait que les associés deviennent US person telle que définie par les autorités américaines des marchés financiers, il conviendra que ceux-ci prennent contact auprès de la Société de Gestion de manière à organiser le rachat de leurs parts sans qu'ils ne puissent s'y opposer. »

## **DIX-HUITIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, connaissance prise des autres modifications apportées par l'Ordonnance n°2013-676 du 25 juillet 2013 aux dispositions législatives et réglementaires régissant les SCPI, décide de procéder à différentes modifications statutaires comme suit :

## **ARTICLE 8 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL**

Précision à la fin de l'alinéa 3 du délai et des modalités concernant la création de parts nouvelles en vue d'augmenter le capital social et la non satisfaction des offres de cessions de parts figurant sur le registre comme suit :



« depuis plus de trois mois pour un prix inférieur ou égal à celui demandé aux nouveaux souscripteurs. »

#### **ARTICLE 15 – ATTRIBUTIONS ET POUVOIRS DE LA SOCIETE DE GESTION**

Dans le cadre de l'opération de contracter au nom de la Société des emprunts, assumer les dettes ou procéder à des acquisitions payables à terme et ce, conformément aux dispositions de l'article L.214-101 du Code Monétaire et Financier :

Suppression de la limite : « du montant des fonds propres de la société » et remplacement par « d'un maximum fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire »

Introduction de la précision relative à la limite maximum fixée par l'Assemblée Générale :

« cette limite tenant compte de l'endettement des sociétés mentionnées au 2° du I de l'article L214-115 du Code Monétaire et Financier. »

#### **ARTICLE 18 – CONSEIL DE SURVEILLANCE**

1° - Nomination

Conformément à l'article 422-200 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, rectification de la durée du mandat de membres du Conseil de surveillance qui sera désormais de trois ans au lieu de six ans et modification corrélative de l'alinéa consacré en précisant le texte applicable ainsi que l'année au cours de laquelle expire ledit mandat, savoir : « quatrième » année au lieu de la « septième » année.

#### **ARTICLE 23 – CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE**

Précision à l'alinéa 2 ce qui suit :

Le texte des résolutions et les documents adjoints sont adressés aux associés « par voie postale ».

Introduction à la suite dudit alinéa de la disposition suivante :

« Toutefois, les associés peuvent demander à recevoir lesdits documents sous pli recommandé ou par voie électronique »

#### **ARTICLE 24 – COMMUNICATIONS**

Introduction après l'alinéa 3 des dispositions suivantes :

« La Société peut avoir recours à des moyens de télécommunication électronique pour remplacer l'envoi postal prévu en matière de convocation des associés et de communication à ceux-ci des documents sociaux ainsi que tout document destiné à ces derniers se rapportant à ladite Société à condition que la Société ait préalablement recueilli par écrit l'accord des associés concernés et ce, conformément à l'article R.214-137 du Code Monétaire et Financier. »

#### **DIX-NEUVIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, sur proposition de la Société de Gestion, décide également de procéder aux modifications statutaires ci-après :

#### **ARTICLE 8 – AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL**

Introduction à la fin de l'article d'une disposition relative à la réduction du capital rédigée comme suit :

« Le capital social peut aussi à tout moment être réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, pour quelque montant que ce soit, son montant ne pouvant toutefois, en aucun cas, être rapporté à un montant inférieur à SEPT CENT SOIXANTE MILLE EUROS (760.000 €). »

#### **ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES PARTS**

Introduction à la suite de l'alinéa 1 de la précision ci-après :

« Elles ne pourront jamais être représentées par des titres négociables. »

#### **ARTICLE 18 – CONSEIL DE SURVEILLANCE**

2° - Organisation – Réunions et délibérations

Ajout de l'alinéa ci-après à la fin de l'article :

« Le Conseil de Surveillance peut établir un règlement intérieur qui s'imposera à chacun des membres et devra être accepté par tout candidat se présentant à cette fonction. »

#### **ARTICLE 19 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Concernant la durée du mandat de Commissaire aux Comptes, remplacement du terme « ans » par le terme « exercices ».

Ajout à la fin de l'alinéa 1 de la disposition suivante :

*« Le Commissaire aux Comptes nommé par l'Assemblée en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. »*

#### **ARTICLE 20 – ASSEMBLEES GENERALES**

Ajout d'un alinéa après le 6<sup>ème</sup> portant sur le vote par correspondance rédigé comme suit :

*« Tout Associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire adressé par la Société de Gestion. Les modalités du vote par correspondance seront celles résultant des articles L.214-105 du Code Monétaire et Financier.*

*Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société ne pourra être pris en compte, pour le calcul du quorum, que s'il est reçu par la société, au moins 3 jours avant la date de réunion de l'assemblée.*

*Le formulaire de vote par correspondance adressé à la Société de Gestion pour une Assemblée vaut pour les Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. »*

#### **ARTICLE 26 – ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX**

Après l'alinéa 3, ajout de l'alinéa ci-après concernant l'état annexe au rapport de gestion :

*« Les dirigeants de la Société de Gestion mentionnent, dans un état annexe au rapport de gestion, la valeur comptable, la valeur de réalisation et la valeur de reconstitution de la société civile qu'ils gèrent. La valeur de réalisation est égale à la somme de la valeur vénale des immeubles et de la valeur nette des autres actifs de la Société. La valeur de reconstitution est égale à la valeur de réalisation augmentée du montant des frais afférents à une reconstitution de la Société. »*

#### **TITRE 8 - ARTICLE 29 – CONTESTATIONS**

Ajout dans l'intitulé du titre 8 et de l'article 29 du terme « *Election de domicile* ».

#### **VINGTIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale, en conséquence de l'adoption des résolutions précédentes et connaissance prise du projet des statuts de la Société intégrant les modifications ci-dessus arrêtées, adopte article par article, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts de la SCPI LOGIPIERRE 1 dont un exemplaire est annexé au présent procès-verbal.

#### **VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, publicité ou autres qu'il appartiendra.

## TABLEAU DES CHIFFRES SIGNIFICATIFS

	Global		Par part	
	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2012
<b>I - Compte de résultat</b>				
- Produits de l'activité immobilière (loyers)	5 639 937,81 €	5 558 221,52 €	21,48 €	21,17 €
- Excédent brut d'exploitation	3 070 457,13 €	3 297 173,71 €	11,70 €	12,56 €
- Résultat de l'exercice	2 885 020,45 €	3 115 176,52 €	10,99 €	11,87 €
<b>II - Valeurs bilantielles</b>				
- Capital social	52 505 000,00 €	52 505 000,00 €	200,00 €	200,00 €
- Total des capitaux propres	62 782 275,84 €	62 811 282,89 €	239,15 €	239,26 €
- Immobilisations locatives	62 663 084,87 €	62 669 311,95 €	238,69 €	238,72 €
- Total de l'état du patrimoine	62 782 275,84 €	62 811 282,89 €	239,15 €	239,26 €
<b>III - Autres informations</b>				
- Résultat distribuable	4 352 738,45 €	4 492 006,00 €	16,58 €	17,11 €
- Dividende	2 914 027,50 €	3 024 288,00 €	11,10 €	11,52 €
<b>IV - Patrimoine</b>				
- Valeur vénale des immeubles	115 450 000,00 €	114 260 000,00 €	439,77 €	435,23 €
- Valeur comptable	62 782 275,84 €	62 811 282,89 €	239,15 €	239,26 €
- Valeur de réalisation	116 176 752,99 €	114 960 663,16 €	442,54 €	437,90 €
- Valeur de reconstitution	129 581 174,89 €	128 226 251,75 €	493,60 €	488,43 €